

Burundi : Mkapa juge inutile de contester la "légitimité" de M. Nkurunziza

@rib News, 09/12/2016 – Source AFP Le facilitateur dans la crise burundaise, l'ancien président tanzanien Benjamin Mkapa, a estimé inutile vendredi de continuer à contester la "légitimité" de l'élection en 2015 du président Pierre Nkurunziza, et appelé les parties à cette crise à se concentrer sur la bonne tenue des élections de 2020. "Ce n'est pas à moi de déterminer la légitimité du gouvernement du Burundi", a déclaré à la presse M. Mkapa, au terme d'une visite de trois jours au Burundi visant à relancer le dialogue de crise.

Mais il a ensuite énuméré: "des élections ont eu lieu, des procédures en justice ont été ouvertes, notamment de la Cour de justice de l'Afrique de l'Est, et toutes ont estimé qu'il s'agissait d'un processus légitime ayant connu une conclusion légitime". "Des ambassadeurs viennent et présentent leurs lettres de créances au président Nkurunziza, les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU le reconnaissent comme le président de ce pays, donc quelle est cette folie?", a-t-il interrogé. "Nous perdons beaucoup de temps à discuter d'un événement qui est terminé". "C'est pour cela que le communiqué (publié à l'issue de la visite à Bujumbura, ndr) insiste sur le fait qu'il faut créer des conditions (...) qui rendront les élections de 2020 libres, justes et crédibles", a-t-il ajouté. C'est la première fois que M. Mkapa se prononce de la sorte sur l'issue des élections, et une réaction de l'opposition, qui estime que M. Nkurunziza ne pouvait se présenter pour un troisième mandat, était attendue plus tard dans la journée. En amont de la visite à Bujumbura de M. Mkapa, le porte-parole adjoint de M. Nkurunziza, Jean-Claude Karerwa Ndenzako, avait indiqué que le gouvernement demanderait au facilitateur "de convaincre l'opposition de cesser de jouer les prolongations et de se préparer à l'échéance électorale de 2020 (...), les élections de 2015 sont derrière nous". Alors que le dialogue interburundais était jusqu'à présent au point mort - malgré les pressions et les sanctions de la communauté internationale, Bujumbura refuse de négocier avec le Cnared, une plate-forme qui regroupe la quasi-totalité de l'opposition burundaise -, M. Mkapa a toutefois dit vendredi voir une "ouverture". "C'est un processus que nous déterminerons dans les deux prochaines semaines, et nous nous mettrons d'accord sur qui sont les acteurs indispensables qui peuvent déterminer un compromis ou une position commune", a-t-il dit. Le gouvernement burundais accuse l'opposition en exil d'être derrière une tentative de putsch en mai 2015 et les violences actuelles. Le Burundi est plongé dans une grave crise depuis la candidature en avril 2015 de Pierre Nkurunziza à un troisième mandat controversé et son élection en juillet de la même année. Les violences ont fait plus de 500 morts et poussé plus de 300.000 personnes à quitter le pays.

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});